

Frontstalags en Pologne et en France

L'internement des prisonniers rebelles et coloniaux

Hervé Arson

Évadé et repris deux fois, réfractaire au travail, Joseph Burgos va connaître les kommandos disciplinaires, l'emprisonnement et le camp de représailles de Rawa-Ruska en mai 1942. Mais en octobre 1942, un train le conduit à Vesoul. Et ce n'est pas une évasion, c'est un retour en France organisé par les nazis !

Des Vosges à l'Autriche

Joseph Burgos a été mobilisé sous le matricule 771, soldat de 2^{ème} classe au 154^{ème} Régiment d'Infanterie de Forteresse. Son centre de recrutement était à Montpellier. Il a été affecté à la surveillance du front dans les Vosges. Lorsque les soldats allemands ont envahi Épinal, il a été capturé le 19 juin 1940 et regroupé dans le Frontstalag 193 à Sainte-Menehould (Marne). Il a été envoyé ensuite en Autriche, immatriculé prisonnier 96607 au Stalag XVII A de Kaisersteinbruch le 14 septembre 1940.

Il travaille dans un kommando de culture d'où il s'évade le 24 mai 1941 avec deux camarades, mais ils sont repris au bout de cinq jours de cavale et renvoyés au Stalag. Il est puni à une affectation dans un kommando spécial puis transféré au Stalag XVIII A (Wolfsberg). C'est du Tyrol qu'il s'enfuit une deuxième fois le 12 septembre avec trois camarades, mais les évadés sont repris deux jours plus tard. Les sanctions s'abattent : incarcération en cellule, kommando disciplinaire, et comme il refuse de travailler, emprisonnement pendant 127 jours en tout.

Convoi vers le camp de représailles

En avril 1942, un convoi se forme pour envoyer les prisonniers rebelles en Pologne. Le convoi s'arrête d'abord à Markt-Pongau, Stalag XVIII C pendant 21 jours. Puis les prisonniers sont emmenés jusqu'à la gare de Sagan, fouillés pendant la pause au Stalag VIII C. Puis c'est un arrêt de 48 heures à Mühlberg-sur-Elbe au Stalag IV B. Joseph Burgos faisait partie du deuxième convoi d'internés à Rawa-Ruska. Son entrée au Stalag 325 a été enregistrée à la date du 5 mai 1942.

Il tente de se faire passer pour sous-officier réfractaire au travail, mais il n'est pas reconnu comme tel. Il est affecté à un kommando pour travailler à la construction d'une voie ferrée, à côté d'un groupe de Juifs, des civils portant l'étoile jaune, forcés à travailler à la construction d'un pont sur le même chantier.

Retour en France

En octobre, il est transféré au Stalag 369, à Kobjerzyn près de Cracovie : un convoi va être formé pour renvoyer en France les prisonniers de guerre français

d'origine nord-africaine. Comme il est né le 13 février 1917 près d'Oran, après une quinzaine de jours passés au 369, il part direction Bordeaux avec beaucoup d'autres prisonniers nés en Algérie et d'autres rapatriés. Mais les coloniaux s'arrêtent à Vesoul, au Frontstalag 141.

Son entrée est enregistrée à la date du 24 novembre. Il est interrogé, puis, en février 1943, il est remis dans un train, direction le Reich !

Les Frontstalags en France de 1940 à 1944

La raison de cet aller-retour plutôt surprenant est fournie par les travaux de la chercheuse Armelle Mabon :

« Les prisonniers de guerre issus des pays colonisés par la France, que l'on nommait à l'époque « indigènes », à quelques exceptions près, ont été détenus en France occupée, et non pas en Allemagne, à la différence des prisonniers français. À la demande des Allemands, ils ont été refoulés vers la France dans des camps appelés « *Frontstalags* » ayant la même organisation que ceux d'Allemagne, avec une répartition en *Arbeitskommandos* semblables à ceux d'Allemagne. Certains lieux sont les mêmes que ceux où ont été détenus les personnes appelées les « indésirables » étrangers, Tziganes, républicains espagnols ; ils n'étaient pas mélangés et ne vivaient pas sous le même régime. »

Des officiers français supplétifs des nazis

« Mais en 1943, l'Allemagne ayant besoin de ses sentinelles pour le front russe, a demandé aux autorités françaises de garder ses prisonniers de guerre. Du jamais vu dans toute l'Histoire ! Des officiers prisonniers de guerre français ont été libérés des *oflags* d'Allemagne pour garder leurs prisonniers français indigènes à titre expérimental dans des camps comme celui de Vesoul, ou en Bretagne. »

L'autorité dite l'État Français a encore frappé

Voilà à quoi ont abouti les négociations entre les représentants du gouvernement de Vichy et les nazis. Pétain peut s'enorgueillir du retour en France d'officiers retenus prisonniers en Allemagne, ce qui va nourrir sa propagande collaborationniste. Mais ces officiers contredisent toutes les règles militaires en concourant activement à l'effort de guerre de l'ennemi.

Dans le même temps, dans les Stalags, les missions Scapini et les adhérents aux Cercles Pétain incitent les prisonniers à la discipline et au travail. Les sous-officiers réfractaires au travail incarcérés au Stalag 369 sont ouvertement désapprouvés par les représentants de Vichy. Certains hommes de confiance dans les Stalags sont destitués avec l'accord des autorités vichyssoises quand ils sont trop bons défenseurs des intérêts de leurs camarades prisonniers.

Des officiers français acteurs de la discrimination raciale

« Au début de l'Occupation, ils étaient environ 135 000 prisonniers indigènes. En 1941, les chiffres sont plus faibles : on en compte 70 000. À la Libération, leur nombre n'était plus que de 35 000. Ils venaient d'Indochine, de Madagascar, de Martinique aussi. D'Algérie, de Tunisie, du Maroc... Les plus nombreux étaient ceux qui venaient

d'Algérie. Les tirailleurs sénégalais venaient du Soudan, du Dahomey, de Haute-Volta, du Sénégal... Les Allemands ne voulaient pas de contamination raciale sur leur sol. »

Joseph Burgos a écrit : « N'ayant pas déclaré de père ou mère musulman, non reconnu métis, (je suis) renvoyé en mars 1943 au Stalag V A. »

En triant les prisonniers de guerre natifs d'Algérie, les officiers français se sont donc livrés à une entreprise de discrimination raciale : ceux de race aryenne sont renvoyés en Allemagne, ceux de « race impure » resteront en France. Et rien n'indique qu'ils ont été mieux traités sur le sol français.

Ajustement stratégique des nazis

La diversité des régimes de détention dans les Frontstalags, en Pologne et en France, a correspondu aux différentes formes de répression exercée par les nazis et leurs supplétifs à Vichy. Rebelle et natif d'Algérie, Joseph Burgos a été visé par une double peine. Mais en 1943, la situation allemande, tant militaire (défaite à Stalingrad) qu'économique (lourdes pertes matérielles, gisements pétrolifères hors de portée), exigeait des nazis la mobilisation de toutes les énergies disponibles. On peut présumer que c'est là la raison principale du renvoi en Allemagne de Joseph Burgos.

Arrivée des Alliés, dernière escapade et retour au pays

Joseph Burgos ne peut pas échapper au travail forcé dans une usine de chimie. Le 2 avril 1945, il apprend que les soldats américains approchent. Le 5, il s'échappe, traverse le Neckar et rejoint les Alliés. Il est rapatrié le 12 et arrive à la gare d'Orsay le 14 avril. Sa fiche médicale ne nous renseigne pas sur l'amaigrissement pendant la détention : son état de santé a été jugé normal et son état général diagnostiqué moyen lors de sa démobilisation. Il arrive à Murviel-lès-Béziers le 15 avril.

Joseph Burgos a rédigé sa demande de carte d'Interné Résistant le 28 février 1962. Il a obtenu la carte 1212.22.048 qui lui a été attribuée le 12 mai 1964.